

La Turquie, entre l'Europe et la Méditerranée

La VII^e conférence annuelle *UE-Turquie Images réciproques et connaissance : de la confrontation à l'intégration*, organisée par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) et l'Istanbul Policy Center de l'Université Sabanci, s'est tenue à Barcelone du 12 au 13 janvier 2007. Ce rendez-vous annuel a pour vocation de réunir des hommes politiques, chefs d'entreprises, experts et agents de la société civile de Turquie, de l'Union européenne (UE) et d'autres pays pour débattre ouvertement sur l'évolution du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. Cette année, la conférence s'est déroulée dans un climat politique singulier : un an après l'établissement du cadre négociateur pour l'adhésion de la Turquie et du protocole supplémentaire de l'accord d'Ankara, l'UE dresse un bilan positif mais nuancé sur les progrès continus réalisés par la Turquie en matière de réformes, et regrette que le rythme se soit ralenti en 2006. Suite aux difficultés rencontrées dans la résolution de la question de Chypre, l'UE décide de « geler » certains chapitres relatifs à des domaines politiques et économiques significatifs pour la Turquie.

Dans un tel contexte, le séminaire voulait souligner l'importance actuelle des perceptions mutuelles dans l'ensemble du processus. La rencontre comptait sur la participation d'experts, de chefs d'entreprises, d'historiens, parmi lesquels se trouvaient, du côté turc, le ministre des Affaires religieuses, Mehmet Aydın, également co-président du Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations, et Güler Sabanci, plus haute responsable de l'un des principaux groupes économiques du pays. Du côté espagnol, soulignons les contributions du président de la Generalitat de Catalunya, José Montilla, du secrétaire d'Etat pour l'Europe, Alberto Navarro, du secrétaire des Relations extérieures de la Generalitat de Catalunya, Albert Royo, et du directeur général d'Intégration et Coordination d'Affaires générales et économiques de l'UE, Alfonso Díez Torres. L'UE quant à elle était représentée par le chef de la délégation de la Commission européenne en Turquie, Marc Pierini.

Sous l'angle des perceptions mutuelles, la conférence analysa certains éléments clefs de la situation actuelle : en premier lieu, l'histoire en tant que ressource permettant de montrer les accords et de focaliser les différends ; en second lieu, les acteurs aujourd'hui impliqués dans l'échange entre l'Europe et la Turquie – échanges académiques, économiques, culturels. Finalement, une attention toute particulière a été portée au rôle de la Turquie sur la scène internationale, sous deux points de vue : en tant que pays en voie d'adhésion et en tant que partenaire stratégique dans le domaine euro-méditerranéen.

Les débats menés sur l'histoire et les perceptions mutuelles comptaient sur la présence d'éminents historiens

turcs et internationaux, comme Cornell Fleischer de l'Université de Chicago ou encore Miguel Ángel Bunes du CSIC. L'idée la plus marquante rappelait qu'au XV^e et au XVI^e siècles, il était vraiment possible de parler de culture partagée dans le domaine méditerranéen, et d'un mécanisme pratiquement osmotique entre les empires ottoman et européen, à travers lequel la culture et les échanges commerciaux fleurissaient. L'image de l'Autre ne commence à changer qu'avec les affrontements pour le contrôle et le pouvoir entre les empires, dans lesquels le discours religieux occupe une place toute particulière. En ce qui concerne le débat sur l'intégration de la Turquie, les experts ont observé que ses dimensions et nuances sont différentes selon le pays européen où il se produit.

En ce sens, ce qui semble le plus urgent serait d'éviter que les clichés ne s'emparent de la scène politique et n'empêchent un débat sincère sur les questions fondamentales. Une proposition pour empêcher ce type de pratiques serait d'augmenter la coopération *people-to-people* et multi-niveau, aussi bien dans le domaine politique qu'auprès d'autres acteurs, et d'encourager les échanges et connaissances. Parmi les autres points importants abordés, citons la valeur des échanges commerciaux qui contribuent à un rapprochement entre les deux parties.

Le rôle des médias, en revanche, fut au centre de débats animés, en raison du pouvoir qu'on leur attribue de construire et de perpétuer des stéréotypes de chaque côté. En ce sens, une plus grande coopération a été réclamée entre les médias européens et turcs afin de contrecarrer la distorsion des images projetées.

Pour ce qui concerne le rôle de la Turquie dans le processus euroméditerranéen et en tant qu'allié stratégique dans la région, deux éléments, que nous pouvons qualifier de critiques, ont caractérisé la discussion et les observations des experts turcs et européens. Tout le monde s'est accordé sur le fait que la Turquie ne s'est pas engagée activement vis-à-vis du Processus de Barcelone, et que l'UE possède une part de culpabilité à cet égard, dans le sens où elle n'a pas clairement défini le rôle de ce pays dans le partenariat, en raison d'une position ambiguë : la Turquie appartient-elle à l'espace européen ou méditerranéen ? Un grand nombre de participants ont souligné le besoin d'une réflexion au sein de l'UE sur la façon d'aborder la position de ce pays dans un projet de coopération commune comme celui-ci. Il ne faut pas non plus oublier que ses voisins arabes suivent avec attention son évolution, aussi bien à l'échelon interne que sous l'angle de ses relations avec l'UE.

Adriana Vozzi. IEMed